

Enquête Globale sur la Facilitation de Échanges Numériques et Durables 2021

Les cinq Commissions régionales de l'ONU, soit la Commission économique pour l'Afrique (CEA), la Commission économique pour l'Europe (CEE), la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), réalisent la quatrième Enquête Globale sur la Facilitation du Commerce Numérique et Durable (anciennement l'Enquête Globale sur la Mise en œuvre de la Facilitation du Commerce et du Commerce Sans Papier) visant à collecter des données et informations pertinentes auprès de leurs États membres respectifs. L'initiative tendra essentiellement à fournir un appui à la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation du commerce de l'OMC, ainsi que les initiatives régionales et mondiales émergentes sur le commerce sans papier et le commerce électronique, comme le récent Accord-cadre sur la Facilitation du Commerce Transfrontalier Sans Papier en Asie et dans le Pacifique. Les rapports des deux enquêtes précédentes sont disponibles à l'adresse suivante : unfsurvey.org.

Cette enquête comporte trois parties :

Section A- [MESURES GÉNÉRALES DE FACILITATION DU COMMERCE](#), [FACILITATION DU COMMERCE SANS PAPIER](#) [COMMERCE TRANSFRONTALIER SANS PAPIER](#) [COOPÉRATION ENTRE AGENCES AUX FRONTIÈRES](#) [FACILITATION DU TRANSIT](#) [FACILITATION COMMERCE AGRICOLE](#) [LES FEMMES DANS LA FACILITATION DU COMMERCE](#)

48. Existe-t-il une politique/stratégie de facilitation des échanges qui prévoit un soutien spécial à l'attention des femmes impliquées dans les échanges commerciaux ?	Totalement mis en œuvre []	Partiellement mis en œuvre []	En phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []
--	---------------------------------------	--	-------------------------------	--------------------------------	------------------------------

<p>48.1 La politique/stratégie de facilitation des échanges fait-elle référence à l'égalité des sexes comme l'un de ses objectifs ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p> <p>48.2 La politique/stratégie de facilitation des échanges traite-t-elle des obstacles au commerce fondés sur le sexe pour les femmes commerçantes ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p> <p>48.3. Les données collectées ou utilisées pour soutenir la politique/stratégie de facilitation des échanges sont-elles ventilées par sexe ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p> <p>48.4 L'autorité responsable tient-elle compte des impacts spécifiques au genre dans l'évaluation de toute politique/stratégie de facilitation des échanges ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p>	<p>Y a-t-il eu des progrès au cours des 12 derniers mois ?</p>	<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre ...)</p>
--	---	--

Le commerce peut jouer un rôle important dans l'autonomisation économique des femmes et a le potentiel d'accroître le rôle des femmes dans l'économie, de réduire les inégalités et d'élargir l'accès des femmes aux compétences et à l'éducation. Pour plus d'informations, voir : OMC-Les femmes et le commerce, CCI- Les femmes et le commerce , Banque Mondiale- Les femmes et le commerce .

<p>49. Le gouvernement a-t-il introduit des mesures de facilitation des échanges qui visent spécifiquement les femmes impliquées dans les échanges commerciaux ?</p>	<p>Totalement mis en œuvre</p> <p><input type="checkbox"/></p>	<p>Partiellement mis en œuvre</p> <p><input type="checkbox"/></p>	<p>En phase pilote</p> <p><input type="checkbox"/></p>	<p>Non mis en œuvre</p> <p><input type="checkbox"/></p>	<p>Je ne sais pas</p> <p><input type="checkbox"/></p>
---	---	--	---	--	--

<p>49.1. Y a-t-il un point focal pour les questions de genre au ministère du commerce et/ou des douanes ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p> <p>49.2. Des mesures spécifiques ont-elles été prises pour promouvoir une participation équilibrée des hommes et des femmes aux formations ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p> <p>49.3. Y a-t-il eu au moins une formation spécifique pour les femmes impliquées dans le commerce au cours des 12 derniers mois, par le ministère du commerce et/ou des douanes ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p> <p>Si oui, veuillez énumérer les thèmes des formations organisées pour les femmes engagées dans le commerce :</p> <hr/>	<p>Y a-t-il eu des progrès au cours des 12 derniers mois ?</p>			<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre ...)</p>	
<p>50. Les femmes sont-elles représentées au sein du Comité national de facilitation du commerce</p>	<p>Totalement mis en œuvre <input type="checkbox"/></p>	<p>Partiellement mis en œuvre <input type="checkbox"/></p>	<p>En phase pilote <input type="checkbox"/></p>	<p>Non mis en œuvre <input type="checkbox"/></p>	<p>Je ne sais pas <input type="checkbox"/></p>

<p>50.1. Quel est le pourcentage de femmes parmi les membres du comité national de facilitation des échanges ?</p> <p>50.2. Y a-t-il un nombre/pourcentage minimum de femmes requis pour être membre du Comité national de facilitation des échanges ?</p> <p>50.3. Comité national de facilitation des échanges comprend-t'il un(e) représentant(e) des femmes commerçantes/entrepreneurs ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p> <p>50.4. Le Comité a-t-il déjà été présidé/coprésidé par une femme ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p>	<p>Y a-t-il eu des progrès au cours des 12 derniers mois ?</p>	<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre ...)</p>
---	---	--

LE FINANCEMENT DU COMMERCE POUR SA FACILITATION [LES POLITIQUES DE FACILITATION DU COMMERCE EN TEMPS DE CRISE](#)

Section B – Principales Difficultés et Recommandations pour la Facilitation des Échanges Numériques et Durables.

Section C – Information du Répondant.

Le sondage aboutira à la production d'un rapport global ainsi que de cinq rapports régionaux, ainsi que de nouvelles entrées pour la [Base de Données Interactive de l'Enquête Globale](#), qui vise à fournir aux décideurs des informations utiles pour exploiter le commerce comme moyen essentiel d'appliquer le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il est prévu que, dans la mesure du possible, les rapports seront présentés lors de certaines réunions importantes, y compris la Revue Annuelle de l'Aide pour le Commerce et le Forum Global sur l'Inclusivité du Commerce pour les PMA.

Clause de non-responsabilité :

Soyez assuré que vos réponses, ainsi que les commentaires des autres répondants, seront analysés de manière globale. Aucun nom individuel du répondant ne sera divulgué à aucun moment.

Contacts Régionaux

Commission Économique pour l'Afrique (CEA): Nadia Hasham, hasham@un.org et Neijwa Mohammed Abdu, nejwa.abdu@un.org

Commission Économique pour l'Europe (CEE): Salehin Khan, khan.salehin@un.org

Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC): Sebastian Herreros (sebastian.herreros@cepal.org) et Tania Garcia-Millan (Tania.GARCIA-MILLAN@cepal.org),

Commission Économique et Sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP): Sebastian Herreros, sebastian.herreros@cepal.org

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP): Jiangyuan FU, jiangyuan.fu@un.org; Soo Hyun Kim, kim51@un.org et Yann Duval, duvaly@un.org

Commission Économique et Sociale pour l'Asie Occidentale (CESAO): Mohamed Chemingui, cheminguim@un.org

SECTION A - MESURES DE FACILITATION COMMERCIALE

Veillez indiquer la réponse correcte en mettant un X dans la colonne appropriée pour chaque mesure, en fonction de son niveau de mise en œuvre dans votre pays. Veillez noter les définitions suivantes pour compléter la section A:



Totalement mise en œuvre : la mesure de facilitation du commerce mise en œuvre est pleinement conforme aux normes, recommandations et conventions internationales couramment acceptées, telles que la Convention de Kyoto révisée, les recommandations du CEFACT-ONU ou l'Accord de facilitation des échanges (TFA) de l'OMC; Il est appliqué dans la loi et dans la pratique; Il est accessible à pratiquement toutes les parties prenantes concernées du pays, soutenu par un cadre juridique et institutionnel adéquat, ainsi que des infrastructures et des ressources financières et humaines suffisantes. (Une mesure TFA incluse dans les notifications d'engagements de catégorie A peut généralement être considérée comme une mesure qui est pleinement mise en œuvre par le pays, avec une réserve que la mesure sera mise en œuvre par un pays moins avancé membre dans l'année suivant l'entrée en vigueur de l'Accord TFA). Si un pays enregistre des réponses positives à toutes les sous-questions concernant une mesure de facilitation du commerce donnée, cette mesure doit être considérée comme pleinement mise en œuvre.

Partiellement mise en œuvre : une mesure est considérée comme partiellement mise en œuvre si au moins une des conditions suivantes est remplie: 1) la mesure de facilitation du commerce est partielle - mais non pleinement - conforme aux normes, recommandations et conventions internationales couramment acceptées ; 2) le pays est encore en train de mettre en œuvre la mesure; 3) la mesure est pratiquée mais sur une base non durable, à court terme ou ponctuelle; 4) la mesure est mise en œuvre dans certains emplacements ciblés (comme les postes frontaliers clés); Ou (5) certaines parties prenantes - mais pas toutes - sont pleinement impliquées.

En Phase pilote : une mesure est considérée comme étant à l'étape pilote de mise en œuvre si, en plus de satisfaire aux caractéristiques générales d'une mise en œuvre partielle, elle n'est disponible qu'à une très petite partie des parties prenantes visées Groupe (emplacement) et / ou est mis en œuvre à titre expérimental. Lorsqu'une nouvelle mesure de facilitation du commerce est en cours de mise en œuvre, l'ancienne mesure est souvent utilisée en parallèle pour garantir que le service est fourni en cas de perturbation de la nouvelle mesure. Cette phase de mise en œuvre comprend également des répétitions pertinentes et la préparation à la mise en œuvre intégrale.



Non mise en œuvre : une mesure n'a pas été mise en œuvre à ce stade. Cependant, cette étape peut encore inclure des initiatives ou des efforts pour la mise en œuvre de la mesure. Par exemple, à ce stade, la (pré) faisabilité ou la planification de la mise en œuvre peut être réalisée ; Et la consultation des parties prenantes sur la mise en œuvre peut être organisée.



MESURES GÉNÉRALES DE FACILITATION DU COMMERCE



1. Votre pays a-t'il mis en place un comité national de facilitation des échanges (CNFE) ou organe similaire ? 	Totalemment mis en œuvre []	Partiellement mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []
<p>1.1 Le comité inclut-il un organe exécutif, des organismes frontaliers et des acteurs du secteur privé ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>1.2 Le comité a-t-il établi des termes de référence ou un règlement pour la conduite de ses activités ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>1.3. Existe-t-il un secrétariat dédié pour le comité national de facilitation du commerce ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>1.4. Le comité se réunit-il au moins deux fois par an ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p>	<p>Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?</p>	<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p> <p>Quel organisme gouvernemental, ministère ou organisme du secteur privé est coordonné ou assure le secrétariat du comité ?</p>			
<p> <i>Un comité national de facilitation du commerce est un engagement contraignant au titre de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (article 23.2). On désigne généralement comme organe national de facilitation du commerce une institution établie pour réunir diverses parties s'intéressant à la facilitation du commerce (y compris des représentants des secteurs public et privé) et qui propose un mécanisme pour identifier les problèmes et mettre en œuvre les procédures de facilitation du commerce. Les comités PRO, comités FAL et comités nationaux de facilitation du commerce et du transport sont des exemples de ces organes. (voir UN/CEFACT Recommandation 4).</i></p>					



2. Votre gouvernement publie-t-il les réglementations d'import-export existantes sur Internet ?	Totalemment mis en œuvre []	Partiellement mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []
<p>2.1 Existe-t-il une législation ou une politique officielle sur la publication des réglementations d'import/export en vigueur sur Internet ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>2.2. Existe-t-il un référentiel commercial national / portail facilitant la diffusion des réglementations commerciales ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>2.3. Les informations sont-elles fournies en Anglais ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>2.4. Existe-t-il un point d'information sur les réglementations commerciales avec les coordonnées de contact ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p>	<p>Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?</p>	<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p>			
<div data-bbox="85 1157 174 1225" data-label="Image"> </div> <p data-bbox="203 1150 2168 1251"><i>Un référentiel commercial national ou portal facilitant la diffusion des réglementations commerciales est un portail Web qui fournit des informations sur les exigences réglementaires d'importation / exportation / transit de toutes les autorités gouvernementales d'un pays. Veuillez-vous référer à la définition et à de plus amples informations (voir Cours en ligne sur la facilitation des échanges pour le développement durable et cours en ligne sur les NTR (à venir)).</i></p>					

3. Votre gouvernement entreprend-il des consultations des parties prenantes sur les nouveaux projets de réglementations (avant leur finalisation) ?	Totalemment mis en œuvre []	Partiellement mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []
<p>3.1 Existe-t-il des structures établies pour des consultations régulières ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>3.2. Si non, y a-t-il des consultations spécifiques (ad hoc) avant l'introduction ou l'amendement des lois et réglementations relatives au commerce ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>3.3. Veuillez sélectionner les groupes de parties prenantes impliqués :</p> <p>[] PME [] Grands négociants [] Transporteurs [] Courtiers en douanes [] Citoyens</p>	<p>Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?</p>	<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p> <p>Merci de donner un exemple.</p>			
4. Votre gouvernement publie-t-il ou notifie-t-il les nouvelles réglementations relatives au commerce avant leur implémentation (ex : 30 jours précédant la publication)	Totalemment mis en œuvre []	Partiellement mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []
<p>4.1 Existe-t-il une législation imposant aux administrations de mettre toute proposition de nouvelle réglementation ou d'amendement à la disposition du public avant leur entrée en vigueur ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p>	<p>Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?</p>	<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p>			


5. Votre agence frontalière émet-elle des décisions anticipées relatives à la classification tarifaire ou à l'origine des marchandises importées ? 	Totalemment mis en œuvre []	Partiellement mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []
<p>5.1. Les procédures de soumission d'une demande de décision anticipée sont-elles disponibles ?</p> <p>[] Oui, en ligne [] Oui, pas besoin en ligne [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>5.2. Pour quelle durée une décision anticipée est-elle valide ?</p> <p>_____ mois [] Je ne sais pas</p> <p>5.3. Est-il possible de demander une révision d'une décision anticipée ou son annulation/modification ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>5.4 Les informations pas confidentiel sur les décisions anticipées intéressant d'autres parties sont-elles rendues publiques ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p>	<p>Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?</p>	<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p> <p>Les décisions anticipées rendues par votre pays incluent-elles d'autres informations que le classement tarifaire et l'origine du produit importé ? (par exemple, admissibilité aux préférences tarifaires).</p>			
 <p><i>En matière douanière, une décision anticipée signifie une décision officielle contraignante avant une importation ou une exportation, signifiée par une autorité compétente par écrit, donnant au demandeur la classification tarifaire, l'évaluation en douane, les préférences éventuelles ou une évaluation de l'origine pour un produit donné sur une période donnée.</i></p>					



6. Votre agence frontalière utilise-t-elle la gestion des risques comme base pour décider si une cargaison doit être inspectée physiquement ? 	Totalement mis en œuvre []	Partiellement mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []
<p>6.1 Est-ce que moins de 50% des envois non alimentaires importés sont physiquement inspectés ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>6.2 Existe-t-il des politiques/procédures en place pour que les informations sur les risques (par exemple les profils et instructions de contrôle) soient distribuées à tous les bureaux douaniers concernés et utilisés pour établir les déclarations en douane ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>6.3 Les diverses agences aux frontières de votre pays utilisent-elles la même approche pour la gestion des risques ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p>	<p>Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?</p>	<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p> <p>Quel pourcentage d'envois non alimentaires inspectés ?</p>			
<p> « Risque » signifie la possibilité que législations douanières et autres lois pertinentes ne soient pas respectées, ainsi que les réglementations et procédures requises pour l'importation, l'exportation ou le transit de marchandises. La gestion des risques est l'application systématique des procédures et pratiques de gestion permettant aux douanes et autres agences de frontière d'obtenir les informations requises pour surveiller les mouvements ou cargaisons présentant tel risque. La gestion des risques implique que les colis soient évalués et sélectionnés pour les contrôles en fonction du niveau de risque qu'ils représentent.</p>					

7. Votre agence en douanes implémente-t-elle des procédures préalables à l'arrivée des biens sur le territoire ? 	Totalemment mis en œuvre []	Partiellement mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []
<p>7.1 Existe-t-il des procédures mises en place permettant à un déclarant afin de lui permettre de demander aux douanes et/ou autres autorités pertinentes de traiter les déclarations et autres pièces à l'appui avant l'arrivée des marchandises ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>7.2 Le traitement avant l'arrivée s'applique-t-il à tous les commerçants ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>7.3 Le traitement avant l'arrivée s'applique-t-il à toutes les marchandises ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>7.4 Les procédures relatives au traitement avant l'arrivée sont-elles publiées ?</p> <p>[] Oui, en ligne [] Oui, pas nécessairement en ligne [] Non [] Je ne sais pas</p>	<p>Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?</p>	<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p> <p>Quel est le pourcentage de marchandises entrant dans votre pays qui sont importées au cours de la transformation avant l'arrivée chaque année ?</p>			
 <p><i>Le traitement avant l'arrivée est une procédure permettant aux négociants de soumettre leurs informations à la douane pour qu'elles soient traitées à l'avance afin que les marchandises soient dédouanées dès leur arrivée dans le pays. Le dédouanement peut même avoir lieu avant l'arrivée effective des marchandises à condition que toutes les informations requises aient été communiquées et vérifiées par la douane à l'avance.</i></p>					


8. Votre agence frontalière procède-t-elle à des vérifications après dédouanement ? 	Totalemment mis en œuvre []	Partiellement mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []
<p>8.1 Existe-t-il des politiques et procédures standardisées pour guider les vérifications sur le terrain (à savoir les notifications préalables de vérification, la divulgation du rapport de vérification, la notification du résultat des vérifications)?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p>		<p>Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?</p>		<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p>	
<p> <i>Par vérification après le dédouanement, on indique les vérifications effectuées par la douane après que les marchandises ont été dédouanées. Il s'agit ainsi de vérifier l'exactitude et l'authenticité des déclarations, ce qui porte sur le contrôle des informations commerciales des négociants, de leurs systèmes commerciaux, registres, livres, etc. Ces vérifications peuvent avoir lieu dans les locaux du commerçant et il peut s'agir d'une vérification d'une transaction particulière (vérification d'une transaction) ou de toutes importations et/ou exportations d'un commerçant sur une période donnée (vérification d'une entreprise).</i></p>					
9. Votre pays dispose-t-il de mécanisme de recours indépendant permettant aux commerçants de faire appel aux décisions de la douane et autres agences de contrôle du commerce ?	Totalemment mis en œuvre []	Partiellement mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []
<p>9.1 Les procédures pour former des recours contre des décisions administratives, ont-elles été rendues publiques ?</p> <p>[] Oui, en ligne [] Oui, pas besoin en ligne [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>9.2. La procédure d'appel peut-elle être réalisée en ligne ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p>		<p>Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?</p>		<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p>	

10. Votre agence frontalière sépare-t-elle le dédouanement de la détermination finale des droits de douane, taxes et autres droits ?	Totalemment mis en œuvre []	Partiellement mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []
<p>10.1 L'autorité douanière est-elle habilitée à dédouaner, dans certaines circonstances (par exemple si une garantie est offerte) des marchandises importées avant qu'aient été déterminés et payés les droits de douane, taxes et autres droits ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>10.2 Cela s'applique-t-il à toutes les marchandises ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>10.3 Cela s'applique-t-il à tous les commerçants ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p>	<p>Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?</p>	<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p>			
11. Votre agence frontalière établit et publie-t-elle les durées moyennes de dédouanement ?	Totalemment mis en œuvre []	Partiellement mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []
<p>11.1 Les douanes (ou toutes autres autorités responsables) mesurent-elles le temps moyen nécessaire à la mainlevée des marchandises de manière périodique et cohérente ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>11.2 La douane (ou toute autre autorité responsable) a-t-elle mise en place une politique officielle pour effectuer et publier régulièrement une étude sur la durée moyenne de dédouanement ?</p> <p>[] Oui, en ligne [] Oui, pas besoin en ligne [] Non [] Je ne sais pas</p>	<p>Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?</p>	<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p>			

12. Votre pays possède-t-il des mesures de facilitation du commerce pour les opérateurs autorisés ? 	Totalement mis en œuvre <input type="checkbox"/>	Partiellement mis en œuvre <input type="checkbox"/>	Phase pilote <input type="checkbox"/>	Non mis en œuvre <input type="checkbox"/>	Je ne sais pas <input type="checkbox"/>
<p>12.1 Votre pays a-t-il un programme pour les opérateurs autorisés ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p> <p>12.2 Les procédures de demande et d'examen du statut d'opérateur autorisé sont-elles publiées ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p> <p>12.3 Le secteur privé a-t-il été consulté lors de l'élaboration et de la révision du programme d'opérateurs agréés ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p>	<p>Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?</p>	<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p> <p>Votre pays a-t-il conclu ou est-il en train de conclure des accords de reconnaissance mutuelle avec des opérateurs agréés ? Si oui, avec quels pays ?</p>			
<div data-bbox="114 954 212 1029" data-label="Image"> </div> <p><i>Par opérateur autorisé on indique une partie impliquée dans la circulation internationale des marchandises (comme les fabricants, les négociants/commerçants, les transporteurs, les exploitants de terminaux, etc.) reconnue par la douane et autres autorités pertinentes pour son strict respect des législations et réglementations commerciales et bénéficiant par conséquence de formalités simplifiées pour l'importation, l'exportation et le transit.</i></p>					

13. Votre pays implémente-t-il les envois accélérés ? 	Totalem ent mis en œuvre []	Partiellem ent mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []
<p>13.1 Existe-t-il une politique ou un cadre juridique permettant à la douane d'assurer le dédouanement accéléré de marchandises à la demande d'un opérateur ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>13.2 Les procédures concernant le dédouanement accéléré de certains envois ont-elles été publiées ?</p> <p>[] Oui, en ligne [] Oui, pas besoin en ligne [] Non [] Je ne sais pas</p>	<p>Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?</p>		<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p>		
<p> On désigne comme envoi accéléré les procédures de facilitation du commerce permettant le dédouanement accéléré au moins des marchandises expédiées par fret aérien aux personnes (par exemple les entreprises de livraison express) qui font la demande de telles procédures, tout en maintenant le contrôle douanier. En général le demandeur paye les coûts supplémentaires exigés par ce dédouanement accéléré.</p>					
14. Votre agence frontalière accepte-t-elle des copies des originaux des pièces exigées à l'appui des formalités pour l'importation, l'exportation ou le transit ?	Totalem ent mis en œuvre []	Partiellem ent mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []

FACILITATION DU COMMERCE SANS PAPIER

15. Le système douanier de votre pays est-il automatisé ?	Totalem ent mis en œuvre []	Partiellem ent mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []
16. Des connexions Internet sont-elles disponibles à tous les postes douaniers et autres agences de contrôle du commerce aux frontières ?	Totalem ent mis en œuvre []	Partiellem ent mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []
17. Votre pays possède-t-il un système de guichet unique électronique ? 	Totalem ent mis en œuvre []	Partiellem ent mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []

<p>17. 1 Un système de guichet unique électronique est-il accessible en ligne ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, disponible à: <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p> <p>17.2. Tous les acteurs de la facilitation du commerce (agences gouvernementales, commerçants et Autres parties prenantes) sont-ils reliés par un système de guichet unique électronique ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p> <p>17.3. Existe-t-il un cadre juridique exigeant que toutes les agences gouvernementales s'occupant de commerce utilisent un système de guichet unique électronique ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p> <p>17.4 Une fois que les exigences en matière de documentation et / ou de données sont reçues via le guichet unique électronique, les autorités ou agences participantes ne les demandent plus, sauf en cas de circonstances urgentes ou particulières ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p>	<p>Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?</p>	<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p> <p>Veuillez fournir un lien vers le guichet unique électronique et une description détaillée.</p> <p>Combien d'agences sont déjà connectées ? Combien reste-t-il à être connecté ?</p>
---	---	---





Un système national de guichet unique est un mécanisme qui permet aux parties s'occupant du commerce et du transport de déposer un seul formulaire standard avec les informations à l'appui à un seul guichet en réponse à toutes les exigences de réglementations concernant les importations, les exportations et le transit. Si la documentation est électronique il suffit d'en déposer tous les éléments une seule fois. Un guichet unique électronique désigne un guichet unique où toutes les données et autres documentations sont saisies sous forme électronique. Veuillez-vous référer à la définition du guichet unique ([Voir UN/CEFACT Recommendation 33](#)).


18. Les commerçants peuvent-ils soumettre les déclarations de douane par voie électronique ?	Totalement mis en œuvre []	Partiellement mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []
<p>18.1 La procédure de soumission des déclarations en douane par voie électronique a-t-elle été publiée ?</p> <p>[] Oui, en ligne [] Oui, pas besoin en ligne [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>18.2 Des documents papier sont-ils encore exigés pour soumettre la déclaration ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p>	Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?	Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.) Soumis à un guichet unique électronique ? [] Oui [] Non [] Je ne sais pas			
19. Si nécessaire, la demande et délivrance de licences commerciales peut-elle être faite par voie électronique ?	Totalement mis en œuvre []	Partiellement mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []
<p>19.1 La procédure en question a-t-elle été publiée ?</p> <p>[] Oui, en ligne [] Oui, pas besoin en ligne [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>19.2 Des documents papier sont-ils encore exigés pour soumettre la demande ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p>	Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?	Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.) Soumis à un guichet unique électronique ? [] Oui [] Non [] Je ne sais pas			
20. La soumission des manifestes de transport maritime peut-elle être faite par voie électronique ?	Totalement mis en œuvre []	Partiellement mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []



<p>20.1 La procédure en question a-t-elle été publiée ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, en ligne <input type="checkbox"/> Oui, pas besoin en ligne <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p> <p>20.2 Des documents papier sont-ils encore exigés pour soumettre le manifeste ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p>		<p>Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?</p>		<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p> <p>Soumis à un guichet unique électronique ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p>		
<p>21. La soumission des manifestes de transport aérien peut-elle être faite par voie électronique ?</p>		<p>Totalement mis en œuvre</p> <p><input type="checkbox"/></p>	<p>Partiellement mis en œuvre</p> <p><input type="checkbox"/></p>	<p>Phase pilote</p> <p><input type="checkbox"/></p>	<p>Non mis en œuvre</p> <p><input type="checkbox"/></p>	<p>Je ne sais pas</p> <p><input type="checkbox"/></p>
<p>21.1 La procédure en question a-t-elle été publiée ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, en ligne <input type="checkbox"/> Oui, pas besoin en ligne <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p> <p>21.2 Des documents papier sont-ils encore exigés pour soumettre le manifeste ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p>		<p>Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?</p>		<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p> <p>Soumis à un guichet unique électronique ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p>		
<p>22. La soumission des demandes et délivrance de certificats d'origine préférentielle peut-elle être faite par voie électronique ?</p>		<p>Totalement mis en œuvre</p> <p><input type="checkbox"/></p>	<p>Partiellement mis en œuvre</p> <p><input type="checkbox"/></p>	<p>Phase pilote</p> <p><input type="checkbox"/></p>	<p>Non mis en œuvre</p> <p><input type="checkbox"/></p>	<p>Je ne sais pas</p> <p><input type="checkbox"/></p>

<p>22.1 La procédure en question a-t-elle été publiée ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, en ligne <input type="checkbox"/> Oui, pas besoin en ligne <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p> <p>22.2 Des documents papier sont-ils encore exigés pour soumettre la demande ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p>	<p>Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?</p>	<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p> <p><i>Soumis à un guichet unique électronique ?</i></p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p>
---	---	--

23. Le paiement des droits de douane et autres taxes peut-il être fait par voie électronique ? 	Totalemment mis en œuvre []	Partiellement mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []
<p>23.1 La procédure en question a-t-elle été publiée ?</p> <p>[] Oui, en ligne [] Oui, pas besoin en ligne [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>23.2 Des documents papier sont-ils encore exigés pour effectuer le paiement ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p>	<p>Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?</p>	<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p> <p>Soumis à un guichet unique électronique ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p>			
 <p>Selon l'article 7.2 de l'AFE: "Chaque membre doit, dans la mesure du possible, adopter ou maintenir des procédures permettant le paiement électronique des droits, taxes, redevances et impositions perçus par la douane à l'importation et à l'exportation."</p>					
24. Les demandes de remboursement des droits de douane peuvent-elles être réalisées par voie électronique ?	Totalemment mis en œuvre []	Partiellement mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []
<p>24.1 La procédure en question a-t-elle été publiée ?</p> <p>[] Oui, en ligne [] Oui, pas besoin en ligne [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>24.2 Des documents papier sont-ils encore exigés pour effectuer le paiement ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p>	<p>Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?</p>	<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p> <p>Soumis à un guichet unique électronique ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p>			

COMMERCE TRANSFRONTALIER SANS PAPIER



25. Votre pays dispose-t-il d'un cadre juridique facilitant les transactions électroniques transfrontalières ?	Totalemment mis en œuvre []	Partiellement mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []
<p>25.1. Votre pays possède-t-il des lois sur le commerce électronique et / ou les transactions électroniques ?</p> <p>[] Oui Si "oui"</p> <ul style="list-style-type: none"> • Veuillez énumérer les lois et règlements <p>_____</p> <p>[] Non</p> <p>25.2 Votre pays dispose-t-il de lois ou de réglementations permettant la reconnaissance juridique de données / documents électroniques émanant de partenaires commerciaux, c'est-à-dire si la législation nationale contient des dispositions sur la reconnaissance juridique des données et documents relatifs au commerce sous forme électronique en provenance de l'étranger ?</p> <p>[] Oui Si "oui"</p> <ul style="list-style-type: none"> • Veuillez préciser le nom d'une loi ou d'une disposition pertinente <p>_____</p> <p>[] Non</p>	<p>Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?</p>	<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p> <p>La reconnaissance légale des données et documents liés au commerce extérieur est-elle réalisée sur :</p> <p>[] une base bilatérale;</p> <p>[] une base sous régionale</p> <p>[] sur la base d'une disposition d'application générale</p>			
<p> Référez-vous au «Guide d'évaluation de l'état de préparation juridique pour le commerce transfrontalier sans papier» élaboré par ESCAP, qui facilite l'auto-évaluation de l'état de préparation juridique du commerce transfrontière sans papier (voir Guide d'évaluation de l'état de préparation juridique).</p>					

26. Existe-t-il une autorité reconnue de certification capable de délivrer des certificats numérisés aux commerçants pour la conduite de transactions électroniques ? 	Totalemment mis en œuvre []	Partiellement mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []
26.1. Veuillez donner la liste des principales autorités de certification _____.	Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?		Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)		
 Pour que le système de signature numérique fonctionne, il faut qu'une tierce partie fiable, l'autorité de certification, délivre les certificats numérisés vérifiant l'identité électronique des usagers et des organisations. Les autorités de contrôle de la Malaisie et de Singapour sont des exemples de ces autorités de certification.					

27. Votre pays permet-il l'échange de données commerciales électroniques avec un ou plusieurs autres pays ?	Totalemment mis en œuvre []	Partiellemment mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []
<p>27.1 Votre pays partage-t-il les données des déclarations de douane par voie électronique avec un ou plusieurs pays de manière régulière et systématique (par opposition à une demande ou sur une base ad hoc uniquement) ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>27.2 Avec combien de pays votre pays échange-t-il régulièrement par voie électronique les données des déclarations en douane ?</p> <p>_____ nombre de partenaires commerciaux</p> <p>27.3 Ces pays représentent-ils plus de 85% de vos échanges ? (note : si oui, alors cette mesure peut être considérée comme complètement appliquée)</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p>	<p>Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?</p>	<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p>			
28. Votre pays échange-t-il des certificats d'origine par voie électronique avec d'autres pays ?	Totalemment mis en œuvre []	Partiellemment mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []

<p>28.1. Avec combien de pays votre pays échange-t-il électroniquement des certificats d'origine ?</p> <p>_____ nombre de partenaires commerciaux</p> <p>28.2 Ces pays représentent-ils plus de 85% de vos échanges ? (note : si oui, alors cette mesure peut être considérée comme complètement appliquée) [] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>28.3 Les certificats d'origine électroniques reçus légalement sont-ils reconnus par les autorités gouvernementales (c'est-à-dire qu'ils rendent la version papier inutile) ? [] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p>	<p>Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?</p>			<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p>	
<p>29. Votre pays échange-t-il des certificats sanitaires et phytosanitaires (SPS) par voie électronique avec un ou plusieurs autres pays ?</p>	<p>Totalement mis en œuvre []</p>	<p>Partiellement mis en œuvre []</p>	<p>Phase pilote []</p>	<p>Non mis en œuvre []</p>	<p>Je ne sais pas []</p>

<p>29.1. Avec combien de pays votre pays échange-t-il électroniquement des certificats sanitaires et phytosanitaires ?</p> <p>_____ nombre de partenaires commerciaux</p> <p>29.2 Ces pays représentent-ils plus de 85% de vos échanges ? (note : si oui, alors cette mesure peut être considérée comme complètement appliquée)</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p> <p>29.3 Les certificats électroniques SPS reçus sont-ils légalement reconnus par les autorités gouvernementales (c'est-à-dire qu'ils rendent la version papier inutile) ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p>	<p>Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?</p>	<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p>
---	---	--

30. Les exportateurs de votre pays peuvent-ils collecter leurs paiements à partir d'un crédit documentaire sur la base de documents électroniques (i.e. sans avoir à fournir de documents sous forme papier) ? 	Totalemment mis en œuvre []	Partiellement mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []
<p>30.1. Votre pays reconnaît-il le statut juridique des principaux documents électroniques pour le financement du commerce, notamment :</p> <p>(a) factures commerciales électroniques [] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>(b) connaissance électronique [] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>30.2. Dans votre pays, au moins une banque fournit-elle les services numérisés de facilitation du financement du commerce suivants ?</p> <p>(a) Préparation et soumission de documents en ligne [] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>(b) Plate-forme électronique permettant de constituer une garantie à l'appui du financement [] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>(c) Plateforme électronique permettant de demander / déclencher le financement de factures ou de créances [] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p>	<p>Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?</p>	<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p>			
<div style="display: flex; align-items: center;">  <p><i>Une lettre de crédit documentaire est un engagement de la banque qui a ouvert une lettre de crédit à la demande d'un acheteur (demandeur) afin de payer un montant au vendeur (bénéficiaire), comme spécifié dans la lettre de crédit lors de la remise de documents par le vendeur (bénéficiaire) qui remplit les conditions de la lettre de crédit et confirme l'envoi de produits (la prestation de services) dans les délais impartis.</i></p> </div>					

COOPÉRATION ENTRE AGENCES AUX FRONTIÈRES

31. Existe-t-il un cadre législatif national et des arrangements administratifs pour assurer la coopération entre les agences frontalières ?	Totalement mis en œuvre []	Partiellement mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []
<p>31.1 Existe-t-il une législation ou une politique permettant ou imposant aux organismes nationaux aux frontières, de coordonner de coopérer et de s'entraider dans l'accomplissement des opérations de contrôle aux frontières ?</p> <p style="padding-left: 20px;">[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>31.2 Existe-t-il un accord ou protocole entre les organismes qui définit les modes de coopération entre les autorités nationales aux frontières ?</p> <p style="padding-left: 20px;">[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>31.3 Existe-t-il un groupe de travail ou autre organe inter-agences qui formule les stratégies et supervise la mise en œuvre de la coopération aux frontières ?</p> <p style="padding-left: 20px;">[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p>					<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p>
32. Les organismes gouvernementaux délèguent-ils aux autorités douanières le contrôle des douanes ?	Totalement mis en œuvre []	Partiellement mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []

<p>32.1 Existe-t-il un accord ou protocole définissant de quelle manière les organismes gouvernementaux délèguent les contrôles aux autorités douanières ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p>		<p>Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?</p>		<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p>	
<p>32.2. Existe-t-il un organisme responsable de toutes les fonctions de contrôle aux frontières ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p>				<p>Si oui, veuillez donner le nom</p>	
<p>33. Votre pays harmonise-t-il les jours et heures ouvrables aux postes frontières avec les pays voisins ?</p>		<p>Totalement mis en œuvre</p> <p><input type="checkbox"/></p>	<p>Partiellement mis en œuvre</p> <p><input type="checkbox"/></p>	<p>Phase pilote</p> <p><input type="checkbox"/></p>	<p>Non mis en œuvre</p> <p><input type="checkbox"/></p>
				<p>Je ne sais pas</p> <p><input type="checkbox"/></p>	
<p>33.1 Existe-t-il un accord entre les pays sur l'harmonisation des jours et heures ouvrables ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p> <p>Si oui, veuillez énumérer les pays voisins concernés : _____</p>		<p>Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?</p>		<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p>	
<p>33.2 Existe-t-il un accord entre les pays sur les contrôles conjoints ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p> <p>Si oui, veuillez énumérer les pays voisins concernés : _____</p>					
<p>33.3 Existe-t-il des installations communes mises en place et partagées avec les pays voisins ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p> <p>Si oui, veuillez énumérer les pays voisins concernés: _____</p>					


34. Votre pays harmonise-t-il les formalités et procédures aux postes frontières avec les pays voisins ?	Totalemment mis en œuvre []	Partiellement mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []
<p>34.1 Existe-t-il un accord avec les pays voisins sur l'harmonisation des formalités et procédures ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>34.2 Avec quels pays a lieu l'harmonisation ?</p> <p>[] avec tous les pays voisins [] avec quelques pays voisins Veuillez préciser _____</p>	<p>Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?</p>		<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p>		

FACILITATION DU TRANSIT

35. Votre pays possède-t-il des accord(s) de facilitation du transit avec un ou plusieurs pays voisin(s) ?	Totalement mis en œuvre []	Partiellement mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []
35.1. Veuillez donner la liste des principaux accords de facilitation du transit avec un ou plusieurs pays :					
		Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?		Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)	
36. Les autorités douanières limitent-elles les inspections physiques des biens en transit en ayant recours à l'évaluation des risques ?	Totalement mis en œuvre []	Partiellement mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Ne sait pas []
36.1 Existe-t-il des règles ou réglementations exigeant des autorités douanières de limiter les inspections physiques des biens en transit en leur préférant l'évaluation des risques ? [] Oui [] Non [] Je ne sais pas					
		Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?		Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.) Quel pourcentage des marchandises en transit passe actuellement par l'inspection ?	


37. Les agences douanière de votre pays ont-elles implémenté un appui au traitement avant l'arrivée pour faciliter le transit ?	Totalemment mis en œuvre []	Partiellement mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	je ne sais pas []
<p>37.1 Existe-t-il des règles ou réglementations exigeant des autorités douanières et autres organismes aux frontières de favoriser le traitement avant l'arrivée pour faciliter le transit ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>37.2 Votre pays a-t-il autorisé et organisé la soumission et le traitement des données et documentations sur les biens en transit avant leur arrivée ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>37.3. Est-ce que d'autres agences frontalières compétentes (autres que les douanes) prévoient également le dépôt et le traitement préalable des documents et données de transit avant l'arrivée des marchandises ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p>	<p>Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?</p>	<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p>			
38. Une coopération entre les agences de douanes de votre pays et des pays concernés par le transit existe-t-elle ?	Totalemment mis en œuvre []	Partiellement mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []
<p>38.1 Existe-t-il des règles ou réglementations exigeant des autorités douanières et autres agences aux frontières de coopérer pour faciliter le transit ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p>	<p>Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?</p>	<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p>			

FACILITATION DE COMMERCIALE ET PME

39. Votre gouvernement a-t-il développé des mesures de facilitations des échanges qui assurent un accès facile et abordable aux informations à caractère commercial pour les PME ? 	Totalemt mis en œuvre []	Partiellement mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []
<p>39.1. Existe-t-il des programmes, par exemple des campagnes d'éducation ou de sensibilisation, des activités de formation, etc., conçus pour que les PME puissent accéder aux informations relatives au commerce et comprendre les procédures commerciales ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p> <p>39.2 Ces programmes et activités sont-ils organisés régulièrement par un organisme ou un ministère désigné ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais Si oui, quels sont le nom et le site web de l'agence / du département: _____</p> <p>39.3 Les programmes et activités sont-ils systématiquement développés en consultation avec les associations et les représentants de PME? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p>	<p>Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?</p>			<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p>	
40. Votre gouvernement a-t-il développé des mesures spécifiques qui permettent aux PME de bénéficier du régime des opérateurs autorisés ?	Totalemt mis en œuvre []	Partiellemen t mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []


<p>40.1. Votre gouvernement autorise-t-il des critères moins stricts pour que les PME qualifient un statut d'opérateur agréé ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p> <p>40.2 Votre gouvernement réduit-il les frais de certification des opérateurs agréés pour les PME ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p>	<p>Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?</p>		<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p>		
<p>41. Votre gouvernement a-t-il mis en place des actions pour faciliter l'accès des PME au guichet unique ?</p>	<p>Totalement mis en œuvre</p> <p><input type="checkbox"/></p>	<p>Partiellement mis en œuvre</p> <p><input type="checkbox"/></p>	<p>Phase pilote</p> <p><input type="checkbox"/></p>	<p>Non mis en œuvre</p> <p><input type="checkbox"/></p>	<p>Je ne sais pas</p> <p><input type="checkbox"/></p>
<p>41.1 Votre gouvernement a-t-il développé une interface de guichet unique sur les téléphones mobiles ou les tablettes ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p> <p>41.2 Votre gouvernement a-t-il mis en place des centres informatiques où les PME peuvent accéder au guichet unique ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p> <p>41.3 Votre gouvernement a-t-il défini des objectifs pour l'utilisation du guichet unique par les PME ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p>	<p>Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?</p>		<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p>		

42. Votre gouvernement a-t-il mis en place des actions pour assurer une bonne représentation des PME au sein du comité national sur la facilitation des échanges ??	Totalement mis en œuvre <input type="checkbox"/>	Partiellement mis en œuvre <input type="checkbox"/>	Phase pilote <input type="checkbox"/>	Non mis en œuvre <input type="checkbox"/>	Je ne sais pas <input type="checkbox"/>
<p>42.1. Combien d'associations de PME sont incluses dans la CFNT ? <input type="checkbox"/> Nombre _____ <input type="checkbox"/> None <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p> <p>42.2. Existe-t-il un sous-comité spécifique sur la facilitation du commerce pour les PME ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p> <p>42.3. Les associations de PME sont-elles systématiquement invitées aux réunions de consultation organisées par la CFNT ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p>	Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?	Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)			
43. D'autres mesures spéciales visant à réduire les coûts que doivent supporter les PME pour se conformer aux procédures commerciales ont-elles été mises en œuvre ?	Totalement mis en œuvre <input type="checkbox"/>	Partiellement mis en œuvre <input type="checkbox"/>	Phase pilote <input type="checkbox"/>	Non mis en œuvre <input type="checkbox"/>	Je ne sais pas <input type="checkbox"/>

<p>43.1. Les douanes accordent-elles un paiement différé des droits aux PME ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p> <p>43.2. D'autres mesures spéciales ont-elles été mises en œuvre ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p> <p>Si oui, veuillez préciser: ____</p> <p>43.3. Un plan d'action spécifique consacré aux mesures de facilitation du commerce pour les PME est accessible au public et est mis en œuvre</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p>	<p>Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?</p>	<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p> <p>Veuillez fournir un lien vers le plan d'action dédié aux mesures de facilitation du commerce pour les PME, le cas échéant:</p>
<p> Références: (i) UNESCAP-ITC, Mettre l'Accord de facilitation du commerce de l'OMC au service des PME, http://www.unescap.org/sites/default/files/MakingWTOFAWorkforSMEs.pdf; and (ii) ITC, Les PME et l'Accord de l'OMC sur la facilitation du commerce, http://www.intracen.org/publication/SMEs-and-the-WTO-Trade-Facilitation-Agreement-A-training-manual/</p>		

FACILITATION COMMERCE AGRICOLE

44. Des centres de laboratoires et d'analyses sont-ils disponibles dans votre pays afin de satisfaire aux standards sanitaire set phytosanitaires (SPS) de vos principaux partenaires commerciaux ?	Totalemment mis en œuvre []	Partiellement mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []
<p>44.1. Le pays dispose-t-il de suffisamment d'essais et de laboratoires pour certifier les produits agricoles et alimentaires destinés à l'exportation en temps voulu (c'est-à-dire que le délai entre la demande d'essai et la conduite de l'essai est raisonnable) ? [] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>44.2. Vos installations de test et de laboratoire sont-elles reconnues (accréditées) à l'échelle internationale ? [] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p>	<p>Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?</p>			<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p>	
<div style="display: flex; align-items: center;"> <p><i>Le test consiste à déterminer les caractéristiques du produit par rapport aux exigences de la norme. La certification est la preuve formelle qu'un produit, un service, une organisation ou une personne satisfait aux exigences d'une norme. L'accréditation est l'activité consistant à fournir une attestation indépendante quant à la compétence d'un individu ou d'une organisation pour fournir des services spécifiques.</i></p> </div>					
45. Les standards nationaux et les organismes d'accréditation sont-ils en place pour faciliter la conformité avec les standards SPS ?	Totalemment mis en œuvre []	Partiellement mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []

<p>45.1. Votre pays a-t-il un accord de reconnaissance mutuelle sur les normes nationales avec ses partenaires commerciaux ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p> <p>45.2. Votre pays at-il conclu des accords de reconnaissance mutuelle des évaluations de la conformité de produits agricoles ou alimentaires avec des partenaires commerciaux ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p> <p>Si oui, veuillez préciser pour quels produits ou (sous) secteurs: _____</p> <p>45.3. Votre pays met-il en œuvre les guides ISO / CEI sur les procédures d'évaluation de la conformité ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p>	<p>Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?</p>	<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p>
<div style="display: flex; align-items: flex-start;">  <p><i>Les normes, les règlements techniques et les mesures SPS sont des documents formels contenant les exigences auxquelles un produit, processus ou service doit se conformer. Les normes sont généralement élaborées et publiées sous les auspices d'un organisme national de normalisation (ONN) conformément au code de conduite des obstacles techniques au commerce de l'Organisation mondiale du commerce et aux directives de la Commission électrotechnique internationale (CEI) et de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).</i></p> </div>		

46. Les certificats SPS peuvent-ils être demandés et délivrés électroniquement ?	Totalem ent mis en œuvre []	Partiellem ent mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []
<p>24.1 La procédure en question a-t-elle été publiée ?</p> <p>[] Oui, en ligne [] Oui, pas nécessairement en ligne [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>24.2 Des documents papier sont-ils encore exigés pour effectuer le paiement ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p>		<p>Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?</p>	<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p> <p><i>Soumis à un guichet unique électronique ?</i></p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p>		
47. Existe-t-il un traitement spécial pour les passages de frontières des marchandises périssables ?	Totalem ent mis en œuvre []	Partiellem ent mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []
<p>47.1. Votre pays accorde-t-il la priorité aux denrées périssables lors de la planification des examens physiques ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>47.2. Des entrepôts frigorifiques sont-ils disponibles aux points de passage frontaliers pour les denrées périssables ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p>		<p>Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers ?</p>	<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p>		

LES FEMMES DANS LA FACILITATION DU COMMERCE

48. Existe-t-il une politique/stratégie de facilitation des échanges qui prévoit un soutien spécial à l'attention des femmes impliquées dans les échanges commerciaux ?	Totalem ent mis en œuvre []	Partiellem ent mis en œuvre []	En phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []
<p>48.1 La politique/stratégie de facilitation des échanges fait-elle référence à l'égalité des sexes comme l'un de ses objectifs ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>48.2 La politique/stratégie de facilitation des échanges traite-t-elle des obstacles au commerce fondés sur le sexe pour les femmes commerçantes ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>48.3. Les données collectées ou utilisées pour soutenir la politique/stratégie de facilitation des échanges sont-elles ventilées par sexe ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>48.4 L'autorité responsable tient-elle compte des impacts spécifiques au genre dans l'évaluation de toute politique/stratégie de facilitation des échanges ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p>	<p>Y a-t-il eu des progrès au cours des 12 derniers mois ?</p>			<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre ...)</p>	



Le commerce peut jouer un rôle important dans l'autonomisation économique des femmes et a le potentiel d'accroître le rôle des femmes dans l'économie, de réduire les inégalités et d'élargir l'accès des femmes aux compétences et à l'éducation. Pour plus d'informations, voir : OMC-Les femmes et le commerce, CCI- Les femmes et le commerce , Banque Mondiale- Les femmes et le commerce .

49. Le gouvernement a-t-il introduit des mesures de facilitation des échanges qui visent spécifiquement les femmes impliquées dans les échanges commerciaux ?	Totalement mis en œuvre []	Partiellement mis en œuvre []	En phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []
--	---------------------------------------	--	-------------------------------	--------------------------------	------------------------------

<p>49.1. Y a-t-il un point focal pour les questions de genre au ministère du commerce et/ou des douanes ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p> <p>49.2. Des mesures spécifiques ont-elles été prises pour promouvoir une participation équilibrée des hommes et des femmes aux formations ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p> <p>49.3. Y a-t-il eu au moins une formation spécifique pour les femmes impliquées dans le commerce au cours des 12 derniers mois, par le ministère du commerce et/ou des douanes ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p> <p>Si oui, veuillez énumérer les thèmes des formations organisées pour les femmes engagées dans le commerce :</p> <hr/>	<p>Y a-t-il eu des progrès au cours des 12 derniers mois ?</p>		<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre ...)</p>		
<p>50. Les femmes sont-elles représentées au sein du Comité national de facilitation du commerce</p>	<p>Totalement mis en œuvre <input type="checkbox"/></p>	<p>Partiellement mis en œuvre <input type="checkbox"/></p>	<p>En phase pilote <input type="checkbox"/></p>	<p>Non mis en œuvre <input type="checkbox"/></p>	<p>Je ne sais pas <input type="checkbox"/></p>

<p>50.1. Quel est le pourcentage de femmes parmi les membres du comité national de facilitation des échanges ?</p> <p>50.2. Y a-t-il un nombre/pourcentage minimum de femmes requis pour être membre du Comité national de facilitation des échanges ?</p> <p>50.3. Comité national de facilitation des échanges comprend-t'il un(e) représentant(e) des femmes commerçantes/entrepreneurs ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p> <p>50.4. Le Comité a-t-il déjà été présidé/coprésidé par une femme ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p>	<p>Y a-t-il eu des progrès au cours des 12 derniers mois ?</p>	<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre ...)</p>
---	---	--

LE FINANCEMENT DU COMMERCE POUR SA FACILITATION

51. Le guichet unique dans votre pays facilite-t-il l'accès des commerçants au financement ?	Totalem mis en œuvre []	Partiellem mis en œuvre []	En phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []
<p>51.1. Votre programme de guichet unique aide-t-il les importateurs ou les exportateurs à accéder à un financement afin de leur permettre de saisir des opportunités commerciales sur votre marché ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>51.2. Votre guichet unique exige-t-il des utilisateurs qu'ils fournissent un identifiant unique (tel que l'identifiant d'entité juridique(LEI) soutenu par le G20) pour faciliter la diligence raisonnable et l'identification des partenaires commerciaux ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p>			<p>Y a-t-il eu des progrès au cours des 12 derniers mois ?</p>	<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre ...)</p>	
52. Les autorités douanières et/ou d'autres autorités de régulation sont-elles engagées dans des projets (pilotes) de chaînes d'approvisionnement par blockchain couvrant le financement du commerce en plus du transport et de la logistique ?	Totalem mis en œuvre []	Partiellem mis en œuvre []	En phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []
<p>Veuillez indiquer le nom de la (des) solution(s)/projet(s) : _____</p>			<p>Y a-t-il eu des progrès au cours des 12 derniers mois ?</p>	<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre ...)</p>	



LES POLITIQUES DE FACILITATION DU COMMERCE EN TEMPS DE CRISE

54. Votre gouvernement a-t-il chargé une agence/organisation de mettre en œuvre et de gérer des mesures de facilitation du commerce en temps de crise et d'urgence (telles que COVID-19) ?	Totalem mis en œuvre	Partiellem mis en œuvre	Phase pilote	Non mis en œuvre	Je ne sais pas
	[]	[]	[]	[]	[]
<p>54.1 Quelle(s) agence(s) a reçu le mandat de développer de nouvelles mesures pour la facilitation du commerce en temps de crise (suivant la pandémie du COVID-19)?</p> <p><input type="checkbox"/> Le Comité national de facilitation des échanges <input type="checkbox"/> Autre(s) Agence(s) (Veuillez spécifier _____) <input type="checkbox"/> Aucun mandate n'a été donné <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p> <p>54.2 Le comité national de facilitation des échanges ou une autre agence a-t-elle introduit des lignes directrices/protocoles sur la facilitation du commerce en temps de crise ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Projet en préparation <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p>		<p>Il-y-a-t-il eu un progrès depuis l'apparition de la pandémie de COVID-19 ?</p>		<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p> <p>Si des mesures ont été prises par votre pays et ces dernières ne sont pas incluses dans les sous-questions, veuillez spécifier :</p>	
55. Votre gouvernement publie-t-il en ligne des mesures d'urgence de facilitation des échanges ?	Totalem mis en œuvre	Partiellem mis en œuvre	Phase pilote	Non mis en œuvre	Je ne sais pas
	[]	[]	[]	[]	[]

<p>55.1 Votre pays publie-t-il les mesures d'urgence (y compris celles reliées au COVID-19) sur la facilitation du commerce sur les sites gouvernementaux, ou sur le référentiel commercial national / portail facilitant la diffusion des réglementations commerciales ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p> <p>55.2 Votre pays utilise-t-il les réseaux sociaux comme vecteur de communication avec les commerçants sur les mesures liées à la facilitation du commerce en temps de crise ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p>Si oui, veuillez préciser les plateformes de réseaux sociaux utilisées : _____</p>	<p>Il-y-a-t-il eu un progrès depuis l'apparition de la pandémie de COVID-19 ?</p>	<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p> <p>Si des mesures ont été prises par votre pays et ces dernières ne sont pas incluses dans les sous-questions, veuillez spécifier :</p>
---	--	---

56. Vos agences frontalières coordonnent-elles les mesures d'urgence de facilitation des échanges avec d'autres pays ou organisations régionales ?	Totalemment mis en œuvre []	Partiellement mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []
<p>56.1 Votre pays a-t-il harmonisé les mesures urgentes de facilitation du commerce (comme le mouvement transfrontalier transparent des fournitures et des personnes essentielles, le dédouanement accéléré, l'acceptation des documents électroniques, etc.) avec les pays voisins ou à travers les organisations régionales économiques ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>56.2 Votre pays fait-il parti d'un mécanisme régional ou subrégional afin de transmettre les informations et de coordonner les réponses urgentes face aux situations de crise ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>56.3 Votre pays a-t-il partagé des informations sur les mesures urgentes de facilitation du commerce avec les organisations internationales – ex : l'OMC COVID-19 Répertoire des Ressources pour la Facilitation des Échanges, CCI COVID-19 Mesures Commerciales Temporaires, OMD et/ou des organisations similaires ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p>	<p>Il-y-a-t-il eu un progrès depuis l'apparition de la pandémie de COVID-19 ?</p>	<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p> <p>Si des mesures ont été prises par votre pays et ces dernières ne sont pas incluses dans les sous-questions, veuillez spécifier :</p> <p>_____.</p>			

57. Votre gouvernement a-t-il implémenté des mesures supplémentaires (transfrontalières) sur le commerce sans papier afin de faciliter les échanges en temps de crises ?	Totalemment mis en œuvre []	Partiellement mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []
<p>57.1 Votre gouvernement a-t-il commencé à accepter les documents électroniques pour les formalités d'import/export/transit durant la situation d'urgence et de crise, alors que ces formalités étaient requises sous forme de papier auparavant ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas [] N/A</p> <p>57.2 Les mesures prises à la question 57.1, ont-elles été implémentées de manière permanente ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas [] N/A</p> <p>57.3 Des lignes directrices sont-elles émises au sujet de l'échange de documents électroniques (sur le court et le long terme) pour les prochaines crises ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>57.4 Vos agences en douanes sont-elles équipées de plateformes digitales pour faciliter le télétravail et l'inspection à distance pendant les périodes de crise et d'urgence ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>57.5 Il-y-a-t-il des mécanismes dans votre pays, afin d'assurer la validité des données et des documents électroniques relatifs au commerce en temps de crise ?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p>	<p>Il-y-a-t-il eu un progrès depuis l'apparition de la pandémie de COVID-19 ?</p>	<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p> <p>Si des mesures ont été prises par votre pays et ces dernières ne sont pas incluses dans les sous-questions, veuillez spécifier :</p> <p>_____.</p>			

58. Votre pays est-il préparé à mettre en place des mesures adéquates de facilitation des échanges pour renforcer sa résilience et se prémunir contre de futures crises ?	Totalemment mis en œuvre []	Partiellement mis en œuvre []	Phase pilote []	Non mis en œuvre []	Je ne sais pas []
<p>58.1 Votre pays dispose-t-il d'un catalogue/liste de biens d'envoi de secours et de leur spécifications et procédures nécessaires détaillées afin d'être utilisé dans le cadre d'une politique de soulagement d'une crise ayant entraînée une disruption du commerce ? </p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p> <p>58.2 Votre pays possède-t-il un mécanisme de revue afin d'améliorer les mesures transfrontalières de facilitation du commerce pour les biens d'envoi de secours ?</p> <p>Does your country have review mechanisms in place to improve cross-border facilitation measures for relief goods?</p> <p>[] Oui [] Non [] Je ne sais pas</p>	<p>Il-y-a-t-il eu un progrès depuis l'apparition de la pandémie de COVID-19 ?</p>	<p>Autres informations (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.)</p> <p>Si des mesures ont été prises par votre pays et ces dernières ne sont pas incluses dans les sous-questions, veuillez spécifier : _____.</p>			
<p> <i>Convention de Kyoto révisée - RKC (chapitre 5 de l'annexe spécifique J) Fournit une définition d'« envoi de secours»:</i></p> <p><i>- les biens, y compris les véhicules et autres moyens de transport, les denrées alimentaires, les médicaments, les vêtements, les couvertures, les tentes, les maisons préfabriquées, les articles de purification et de stockage de l'eau, ou d'autres biens de première nécessité, envoyés en aide aux personnes touchées par une catastrophe; et- tous les équipements, véhicules et autres moyens de transport, animaux spécialement dressés, provisions, fournitures, effets personnels et autres biens destinés au personnel de secours en cas de catastrophe afin de s'acquitter de leurs tâches et de les aider à vivre et à travailler sur le territoire de la catastrophe tout au long de la durée de leur mission.</i></p> <p><i>Votre pays peut avoir votre propre politique / législation sur les «envois / produits de secours».</i></p>					

SECTION B – PRINCIPALES DIFFICULTÉS ET RECOMMANDATIONS POUR LA FACILITATION DU COMMERCE ET LE COMMERCE SANS PAPIER

1. En vous référant aux mesures figurant dans la Section A, veuillez donner la liste des mesures (max. 3) de facilitation du commerce pour lesquelles votre pays a fait le plus de progrès en termes de mise en œuvre au cours des 12 derniers mois.

2. Veuillez décrire toute autre importante mesure/initiative de facilitation du commerce mise en œuvre dans votre pays au cours des 12 derniers mois : (Listez toutes les autres mesures mises en place afin de faciliter le commerce pendant la pandémie de COVID-19).

3. Quelles sont les difficultés les plus sérieuses dans votre pays auxquelles il doit faire face concernant la mise en œuvre des mesures de facilitation du commerce ?

(Merci de classer les trois principales difficultés de 1 à 3. « 1 »: le facteur suscitant le plus de difficultés; « 3 »: le facteur suscitant le moins de difficultés)

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Absence de coordination entre les organismes gouvernementaux | <input type="checkbox"/> Absence de volonté politique |
| <input type="checkbox"/> Organisme chef de file pas clairement désigné | <input type="checkbox"/> Difficultés financières |
| <input type="checkbox"/> Manque de capacité en ressources humaines | <input type="checkbox"/> Autre _____ |

Veillez préciser :

4. Quels sont les principaux avantages obtenus par votre pays dans la mise en œuvre de mesures de facilitation du commerce

(Veillez inclure des données quantitatives telles que les données relatives à l'augmentation des recettes, à la réduction du temps et des coûts d'exportation et d'importation, au nombre d'emplois créés, aux économies financières)

--

5. Quelles sont les Recommandations et normes du CEFAC-ONU (Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les affaires électroniques) que vous avez utilisées pour développer vos mesures de facilitation du commerce et de commerce électronique?

(Par exemple les Recommandations n°33 à n°35 sur le guichet unique, UN/LOCODE, UN/EDIFACT.)

--

SECTION C – INFORMATION SUR LE RÉPONDANT

Nom : _____ Profession: _____ Organisation: _____
Email : _____ Pays: _____ Téléphone (optionnel) _____
Sexe : _____

1. Votre organisation est (veuillez indiquer la réponse correcte en mettant un **X** dans les parenthèses correspondantes):

Un ministère / une agence gouvernementale Une organisation du secteur privé Autres, si il vous plaît spécifiez: ____

2. Votre organisation est-elle l'agence chef de file pour la facilitation des échanges (c'est-à-dire que le gouvernement a chargé de mettre en œuvre la réforme de la facilitation des échanges)?

Oui Non Je ne sais pas

3. Combien d'années d'expérience avez-vous dans la facilitation des échanges?

Moins de 2 ans 2 à 5 ans 6 à 9 ans 10 ans et plus

4. Quel est / quels sont vos domaines d'expertise en facilitation du commerce? (Sélectionnez tout ce qui s'y rapporte)

Douane Commerce sans papier/IT Transit Logistique commerciale Autres, si il vous plaît spécifiez: ____

******* Fin du questionnaire, merci beaucoup pour votre temps *******